Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

La société gangrenée par la violence du capitalisme



De nombreux faits d'actualité montrent des rapports humains violents. Une jeune adolescente se suicide après un viol collectif. Le nombre de femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint augmente. Des bagarres meurtrières entre bandes d'adolescents de plus en plus jeunes.

Des individus armés s'en prennent à des policiers ou des représentants de l'autorité, comme des accompagnateurs de train. Jürgen Conings n'est pas un cas isolé. Si le caporal belge est motivé par des idées d'extrême-droite, d'autres, un ancien militaire en Dordogne, un survivaliste se préparant à la fin du monde, ont tourné leur désespoir suicidaire contre ceux qui représentent la société à leurs yeux.

Tous ces faits sont utilisés par les politiciens pour justifier un renforcement de la police et de la justice. Cela ne fera que rajouter plus de violence de l'Etat à la violence générale de la société.

Car la violence des assassins au quotidien n'est qu'un pâle reflet de la violence de cette société, la violence du capitalisme contre les travailleurs. La violence que subit le personnel soignant confronté au manque de moyens et d'effectifs. La violence de craindre pour son emploi et de subir des cadences épuisantes. La violence des licenciements et la chute dans la pauvreté. La violence que subissent les chômeurs sanctionnés par l'Onem alors que les salaires proposés sont inférieurs aux indemnités de chômage. La violence des huissiers qui expulsent les familles qui ne peuvent pas payer leur loyer. La violence de ne pas pouvoir soigner son conjoint ou éduquer ses enfants parce qu'on n'a pas d'argent. La violence des horaires qui détruisent la santé, années après années, jusqu'à ce que le travailleur usé soit poussé vers la porte.

Pour imposer l'exploitation patronale aux travailleurs, il y a la complicité de ceux qui font les lois et sont censés les faire appliquer. Il y a des lois pour limiter le travail intérimaire. Mais les patrons les foulent aux pieds sans que l'inspection du travail ne reçoive l'ordre de les contrôler. La loi interdit le travail de nuit, parce qu'il détruit la santé. Mais la loi a aussi prévu tout le régime des exceptions pour permettre au capitaliste d'amortir ses machines encore plus vite par le travail à pause et les équipes de nuit. Les lois fiscales frappent brutalement les travailleurs, pensionnés, petits commerçants... Mais pas les plus riches qui fraudent dans l'impunité, par des méthodes « légales » ou illégales.

La loi, les tribunaux, les gouvernements, l'administration, la police, l'armée, ne sont que des outils entre les mains de la bourgeoisie pour imposer sa volonté.

La violence de l'exploitation capitaliste contre des millions de travailleurs est la cause principale de la violence de la société. C'est elle qui engendre la misère, les ghettos de chômeurs et de travailleurs pauvres qui subissent la criminalité et le désespoir. C'est aussi la violence des rapports capitalistes mondiaux, qui entretiennent en permanence des guerres, qui produisent des Jürgen Conings d'un côté, et des djihadistes de l'autre.

Plus le système capitaliste s'enfonce dans des crises économiques, politiques, sanitaires, et plus la bourgeoisie s'en prend au niveau de vie et aux libertés des travailleurs.

Cela poussera les jeunes, les travailleurs à des révoltes, comme ce fut le cas en Égypte, en 2011, en Algérie, en Irak, au Chili, en 2019, ou en Colombie en ce moment.

Il faut que ces révoltes se tournent contre l'exploitation capitaliste, qu'elles aboutissent à l'expropriation des usines, des banques, des moyens de transports, pour que le travail collectif soit mis au service des besoins humains et non des profits de quelques-uns. Seule une société socialiste peut mettre fin à la violence dans les rapports humains et offrir un avenir à l'humanité.

75e anniversaire de l'émigration italienne en Belgique : fêter, non, se souvenir, toujours !

« Un sac de farine pour ta mère ? Mais ce n'est pas seulement de la farine que tu auras, c'est de la viande, du lait, du chocolat… si ton père rend sa carte du Parti communiste ». Cette réponse d'un prêtre catholique à un enfant de paysan, dans un petit village d'Italie en 1944, racontée par l'historienne Anne Morelli, résume la situation matérielle et politique des masses rurales italiennes à la fin de la guerre.

Ce prêtre, qui décide qui mange et qui ne mange pas, a reçu ce pouvoir du nouveau gouvernement italien, mis en place par les USA et l'Angleterre victorieux d'Hitler et de Mussolini. L'Eglise catholique s'est vue attribuer la distribution de l'aide matérielle et alimentaire dans un pays ravagé par la guerre, et elle l'utilise comme moyen de soumettre et contrôler la population.

Pourtant, ouvriers et paysans se sont soulevés, les armes à la main, contre le gouvernement de Mussolini, dès l'annonce du débarquement des alliés en Sicile, en 1943. Ils ont renversé les fascistes et commencé une révolution dirigée contre les patrons et les grands propriétaires terriens, responsables de la guerre, de l'oppression et de l'exploitation.

Malheureusement, le Parti communiste italien stalinisé, premier parti du pays, implanté tant dans les usines que dans les villages, s'est opposé à ce début de révolution et a désarmé les travailleurs. C'était le choix de la bureaucratie russe, avec Staline à sa tête, de se soumettre à la politique des puissances impérialistes vainqueurs, qui se sont partagés l'Europe et le monde à Yalta… pour éviter les révolutions engendrées par la guerre.

Le régime capitaliste subsiste, mais l'économie ravagée par la guerre ne peut absorber la masse de millions de sans-travail qui crèvent littéralement de faim.

C'est alors qu'en 1946, on voit apparaître sur les murs des mairies du sud de l'Italie, des affiches roses promettant un emploi dans les charbonnages en Belgique. Les affiches détaillent les salaires, les allocations familiales et sont signées « Fédéchar », la fédération des entreprises de charbonnage en Belgique.



C'est là l'application d'un accord, négocié depuis août 1945 entre le gouvernement belge, dirigé par Achille Van Acker (PS), et le gouvernement italien.

En effet, les charbonnages belges sont confrontés à une pénurie de main-d'œuvre. Ils sont si vétustes et dangereux que des commissions d'inspection des syndicats britanniques les dénoncent de façon véhémente. Mais pour le patronat, pas question de prendre sur ses profits pour investir.

Pourtant, les charbonnages sont une industrie capitaliste très concentrée, détenue par la Société Générale de Belgique, le plus gros holding financier du pays.

Des dirigeants de la FGTB, comme André Renard, font des discours sur « la nationalisation des trusts de l'énergie ». Mais en même temps, la FGTB soutient le gouvernement Van Acker qui a imposé une loi d'urgence économique, qui interdit les grèves dans les mines. Les mineurs belges fuient massivement les bas salaires et les dangers des charbonnages, d'autant que les offres d'emplois ne manquent pas dans la sidérurgie et l'industrie du verre, dans une Europe en reconstruction.

Alors, le gouvernement Van Acker a transformé les charbonnages en « mines pénitentiaires ». Entre 1945 et 1946, 46 000 prisonniers de guerre allemands y sont contraints au travail forcé. « La Bataille du charbon » du gouvernement Van Acker n'est pas seulement une bataille pour la relance de l'économie, c'est avant tout une manœuvre pour fournir à l'industrie une énergie à bas coûts tout en préservant les profits des charbonnages, c'est à dire de la Société Générale. Ce sont donc les salaires et les investissements de sécurité qui sont sacrifiés.

Mais le travail forcé des prisonniers de guerre ne peut s'éterniser, alors qu'à Nuremberg, en Allemagne, des dirigeants nazis sont condamnés, entre autres, pour cela.

Entre le gouvernement belge, dont le patronat minier manque de bras à bon marché, et le gouvernement italien, qui redoute la révolte de chômeurs affamés, un accord est signé fin 1946. Il a minutieusement été préparé par une commission où siègent des représentants des gouvernements belge et italien, de Fédéchar, mais aussi de la Sûreté de l'Etat… ainsi que des dirigeants de la FGTB et de la CSC.

L'accord prévoit l'envoi de 2 000 travailleurs italiens par semaine vers la Belgique… contre la livraison de 200 kg de charbon par semaine et par homme vers l'Italie.

Lutte Ouvrière a pris le relais de _La Voix des Travailleurs_
Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Mais le problème des gouvernants est d'importer des bras… et non des idées communistes !

Des Pouilles, de Calabre, de Sicile, des jeunes gens partent avec pour seul bagage une valise de carton et les espoirs de toute la famille. Ils sont dirigés vers le centre de tri de la gare de Bologne. Tandis que les médecins de l'inspection sanitaire rejettent les malades et les faibles, les policiers de la Sûreté belge et leurs collègues italiens vérifient que le candidat à l'émigration n'est pas sur leurs listes où sont fichés les militants communistes, syndicalistes et autres participants aux révoltes… Puis des agents de la Sûreté en civil montent dans les trains vers la Belgique pour épier les conversations et repérer ceux qui ont échappé à la surveillance.

A l'arrivée, les trains débarquent les travailleurs italiens non sur les quais des voyageurs mais sur les quais de marchandises… Ils sont souvent chargés dans des camions de transport de charbon, couverts de suie, en direction des camps d'internement que les prisonniers de guerres allemands viennent juste de quitter.



Les jeunes paysans et bergers italiens, qui ont toujours vécu au grand air, sont épouvantés à leur descente à moins 800 mètres, dans l'obscurité, le vacarme des machines, la chaleur étouffante, le ruissellement des nappes souterraines. Ceux qui refusent ce travail sont immédiatement conduits au « Petit-Château » à Bruxelles avant d'être expulsés vers l'Italie. Le contrat de travail signé par ceux qui acceptent stipule qu'il leur est interdit de quitter cet emploi durant une durée de 5 ans, sous peine de subir le même sort.

Dans les galeries qui courent sur des kilomètres, les porions sont incapables de mettre au travail des jeunes travailleurs italiens complètement démoralisés. Ce sont souvent les délégués syndicaux, les seuls à faire preuve d'humanité et de respect à leur égard, qui leur apprennent leur nouveau métier.

Quel contraste entre le comportement des militants syndicaux, sous la terre, et les choix des dirigeants syndicaux qui s'asseyent à la table des patrons pour organiser l'exploitation de ces travailleurs immigrés !

En 1947, ce sont déjà 70 000 travailleurs italiens qui ont émigré en Belgique pour travailler dans la mine, et l'émigration italienne continuera jusqu' à la fin des années '50.

Privés de droits politiques mais aussi syndicaux, dont le droit de grève, parqués dans des baraquements en tôle ondulée avec leurs familles, les ouvriers italiens subirent aussi le racisme. Il n'était pas rare que le bistrot du quartier ose afficher « interdit aux chiens et aux Italiens ».

La vie et les luttes menées en commun ont fini par faire reculer les divisions et le racisme. Mais les travailleurs italiens ont payé cher leur intégration, par l'exploitation, les accidents et la silicose.

Aujourd'hui, d'autres travailleurs émigrent en Europe et en Belgique. Venus d'Europe de l'Est, d'Afrique, d'Asie, chercher un travail et une vie meilleure, ils recommencent l'histoire de toutes les générations précédentes de la classe ouvrière, la classe des migrants « qui n'ont pas de patrie », selon les mots de Karl Marx. Ils doivent être accueillis, et formés, comme des frères de classe par tous les travailleurs conscients.



Entre l'Espagne et le Maroc, le désespoir des migrants

Le 17 mai dernier, 8 000 migrants, marocains ou d'Afrique subsaharienne, traversaient à la nage la frontière pour se rendre à Ceuta, petit territoire espagnol enclavé au Maroc, protégé par des miradors et des fils barbelés, et distant de seulement quelques kilomètres de l'Espagne continentale. En quête d'une vie meilleure, ils espéraient trouver un chemin pour l'Europe. Beaucoup ont été expulsés les jours suivants. Le gouvernement espagnol parlait alors "d'agression à l'égard des frontières espagnoles" et a même déployé des chars, comme si des migrants exténués représentaient une menace quelconque.

En fait, ces migrants, parfois des jeunes de huit ou neuf ans, ont tenté leur chance dans le bras de fer entre le gouvernement marocain et l'Espagne.

Le gouvernement espagnol avait accepté dans un hôpital un opposant politique du gouvernement marocain. Le gouvernement marocain a alors décidé de relâcher ses contrôles à la frontière avec Ceuta.

Au-delà des jeux diplomatiques, cela montre une fois de plus que des dizaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants sont abandonnés à la pauvreté dans des pays appauvris par la domination des pays capitalistes.

Le seul avenir qui ouvrira une perspective à l'humanité, c'est le renversement du capitalisme.

Cherchez l'erreur

Electrabel verse près de 700 millions d'euros de dividende à ses actionnaires.

Dans le même temps, le ministre de l'économie Dermagne dit dans la presse que « Pour une famille sur cinq, la facture de gaz et d'électricité est devenue impayable ».

Des problèmes de riches

« Pour vivre heureux, vivons caché » est la devise de la richissime famille de Spoelberch, actionnaire principal d'AB Inbev, première industrie mondiale de la bière.

Mais pour la discrétion, cette fois, c'est foutu. A force de se disputer l'héritage d'Amicie de Spoelberch, les héritiers ont réussi à rendre public leur accord secret et les quelques 800 millions d'euros planqués aux Iles Vierges, Panama, Liechtenstein ou au Luxembourg pour éluder les impôts et les droits de succession.



Mais le fisc belge, qui a "seulement" mis 10 ans pour ouvrir une enquête, semble bien parti pour aboutir... à la prescription des faits.

Voile : entre hypocrisie et réaction

La Stib a été condamnée pour discrimination pour avoir refusé une candidate voilée. Et voilà une presque crise au gouvernement au sujet de la compatibilité des « signes religieux » avec la « neutralité » des services publics.

Sauf que le voile n'est pas seulement un signe religieux, c'est un moyen d'oppression des femmes par les hommes. Toutes les religions monothéistes, et les sociétés qui vont avec, juive, chrétienne, musulmane, dénient aux femmes l'égalité avec les hommes.

En Belgique, de culture chrétienne, il a fallu attendre 1948 pour le droit de vote des femmes, 1973 pour qu'elles obtiennent le droit d'ouvrir un compte en banque (et donc de ne pas devoir remettre leur salaire au mari ou au père !), les années 90 pour voir pour la première fois une femme conduire un train. Il a fallu de nombreux combats de plusieurs générations de femmes, contre l'Église, contre l'État, pour avancer vers l'égalité avec les hommes. Et c'est un combat qui est loin d'être complètement gagné !

Alors le voile à la Stib ou encore celui de la présidente de la commission pour l'égalité hommes-femmes, ce n'est pas un pas en avant. Il augmentera la pression communautaire et réactionnaire que subissent les femmes d'origine immigrée qui refusent de se soumettre, et veulent pouvoir travailler, enseigner, conduire des bus, sans porter le voile, et même prendre la liberté de ne pas croire en un dieu.

Les courants qui s'efforcent de diviser les travailleuses et travailleurs d'origines différentes, en les enfermant dans leurs communautés respectives, s'appuient sur les religions et les symboles religieux.

Il y a bien sûr ceux qui sont contre le voile pour des motivations xénophobes ou racistes. Il y a aussi ceux qui se prononcent pour le port du voile au nom de l'antiracisme, voire de la liberté des femmes, et se trompent de combat. Car on ne combat pas l'oppression sans dénoncer clairement les oppresseurs.

Les travailleuses et travailleurs conscients doivent surtout voir ce que le débat sur le voile tente de masquer : le chômage et la pauvreté croissants, qui touchent plus fortement les travailleuses et travailleurs d'origine maghrébine et turque, les économies dans les services publics au détriment des classes populaires, ces attaques qui nous concernent tous et qui contribuent aussi à faire retomber les femmes dans la dépendance des hommes !

Tout cela ne changera que par des luttes sociales, dans lesquelles les femmes et les travailleuses et travailleurs de toutes origines et toutes religions ont toute leur place.

Et c'est aussi dans ce cadre de la solidarité ouvrière que bien des femmes d'origine maghrébine ne ressentiront plus le besoin de se voiler pour se cacher, ou de s'afficher fièrement avec !

Gare de Mons: l'argent des travailleurs dilapidé par des politiciens mégalomanes

En 2006, la SCNB prévoyait de remplacer l'ancienne gare de Mons par une passerelle d'un coût de 37 millions d'euros. Sous l'impulsion d'Elio di Rupo et sans doute des sociétés impliquées dans le développement immobilier des Grands Près, c'est devenu une gare de prestige signée Calatrava… toujours en chantier.

Elle aurait dû être inaugurée en 2015 mais ne le sera pas avant 2023... peut-être. En attendant, les navetteurs et les habitants connaissent les galères d'une gare « transitoire » depuis près de 10 ans !

Déjà 324 millions d'euros d'argent public ont été dépensés, près de 10 fois le montant prévu ! Qui s'est enrichi ? Pour le savoir, l'utilisation de l'argent public doit être contrôlée directement par les travailleurs !

Un cynisme à la hauteur de sa fortune

Le patron d'Amazon a décidé de devenir « le meilleur employeur de la planète » ! Rien de moins !

Dans une lettre envoyée à tous les employés américains du groupe, il annonce deux changements « substantiels » pour y parvenir : il compte d'abord augmenter le délai avant que le système qui mesure le travail de chaque employé n'émette un signal dès que le travailleur est à l'arrêt. Ensuite, il ne tiendra plus compte du cannabis dans les

contrôles anti-drogues ! Sauf en cas d'accident bien entendu !

Bezos a augmenté sa fortune de 87 milliards pendant l'épidémie de Corona… alors que les travailleurs italiens, allemands, français devaient faire grève pour obtenir masques, gel et amélioration de leurs conditions de travail.

Les 1,3 millions d'employés d'Amazon dans le monde auront la force par leurs mobilisations d'obtenir autre chose que le droit de se droguer pour tenir le coup !

Construction : une trémie pour diriger l'argent public vers les poches des patrons

En Belgique, 13% des 10 milliards du plan de relance seront consacrés au secteur de la construction. En Wallonie, 240 millions sont prévus pour un millier de logements publics, 105 millions pour le prolongement du tram à Liège, 60 millions pour le métro de Charleroi, 2 milliards pour la rénovation des infrastructures routières. Et ce n'est que le début des projets d'investissement subsidiés par les pouvoirs publics.

Les patrons se réjouissent… et s'inquiètent. La Confédération wallonne du bâtiment évalue à 40 000 les embauches nécessaires pour les entreprises d'ici 2030. Où trouver ce personnel et comment le former sans débourser un sou ? Voilà un problème que le secrétaire d'état à la relance, Thomas Dermine (PS) a décidé de prendre à bras le corps.

Après des années d'austérité, qui ont réduit le budget des écoles techniques et professionnelles, il veut à présent que ces filières d'enseignement « puissent répondre aux besoins du secteur ». Le représentant de la Confédération du bâtiment, Francis Carnoy, approuve : « il faut lancer une nouvelle campagne de promotion auprès des jeunes ». Mais en même temps, il prévient : « on ne peut empêcher les entreprises d'engager des travailleurs détachés ». C'est-à-dire des travailleurs sous-payés, souvent sans droits, venant des pays plus pauvres.

Mains dans la main, patrons et ministres veulent assurer aux entreprises une offre suffisante de travailleurs qualifiés pour ne pas devoir augmenter les salaires face à la pénurie de main d'œuvre… tout en déversant l'argent public pour les capitalistes de la construction.

Le Forem, bureau de propagande des patrons du bâtiment

L'administratrice générale du Forem, Marie-Kristine Vanbockestal, se désole « des idées reçues chez les jeunes qui voient la construction comme un secteur où les conditions de travail sont mauvaises. Ce secteur se modernise avec l'usage des appareils de levage sur les chantiers, la robotisation, mais il faut les faire connaître ».

L'Administratrice du Forem était-elle sur une autre planète ces dernières années ? Les patrons ont méthodiquement écrasé les salaires, démoli les conditions de travail en s'appuyant sur l'exploitation des travailleurs détachés venant de pays plus pauvres.

Aujourd'hui, alors que ces travailleurs sont encore confinés dans leur pays par le Covid, les grandes entreprises donneuses d'ordre organisent une sous-traitance en cascade qui imposent aux travailleurs du bâtiment des conditions qui semblent sorties du 19e siècle ! Des engins de levage, des robots ? Pourquoi investir dans ces moyens, si les sous-traitants peuvent faire exécuter le travail à dos d'hommes !

Le contrat de chantier

En France, la loi a évolué pour étendre les « CDI de projet » au secteur du bâtiment : les contrats à durée indéterminée de chantier.

Il s'agit d'un contrat sans date de fin, pour permettre à l'employeur de s'adapter aux imprévus de la construction. A la fin du contrat, le travailleur est licencié sans indemnités.

La loi n'a prévu aucune protection particulière pour le salarié. Ce sont les conventions d'entreprises qui sont censées offrir quelques garanties, comme l'obligation pour l'employeur de proposer en priorité un autre chantier à son employé. En pratique, les entreprises ont les mains libres, car il leur est facile de contourner les conventions collectives via la sous-traitance.

En Belgique, il y a un équivalent au contrat de chantier, c'est le « contrat à objet nettement défini ». Le secteur de la construction y a fréquemment recours.

Témoignage d'un ouvrier

« J'ai 50 ans. Mon patron m'a imposé un contrat de chantier comme tuyauteur. Il est sous-traitant pour une grosse entreprise très connue.

Je travaille souvent 6 jours sur 7, avec des journées qui peuvent atteindre 10 heures. Nous manquons de tout en permanence, pas d'échelles, pas d'outils adéquats.

Pour éviter de louer des engins de levage, je dois monter les tuyaux d'acier à la corde sur 5 étages.

Les coordinateurs de sécurité de l'entreprise donneuse d'ordre voient cela, mais ils constatent leur impuissance, car c'est leur employeur qui a décidé du contrat et donc des conditions.

Je n'en peux plus, je suis crevé de fatigue. On risque des accidents graves fréquemment. »



Manifestation réussie pour La Santé en Lutte

Environ 2 000 manifestants se sont rassemblés le 25 mai à Bruxelles à l'appel du collectif La Santé en Lutte.



La manifestation rassemblait beaucoup de jeunes travailleuses et travailleurs, non seulement du secteur de la santé, mais aussi de l'enseignement, de la culture et autres, ainsi que des militants de différentes associations (locataires, femmes, sans-papiers…) et de l'extrême-gauche.

Avec une multitude d'affiches et de pancartes, les manifestants ne se limitaient pas à dénoncer qu'en un an et demi de pandémie, rien n'a été fait pour les travailleuses et travailleurs des hôpitaux. Ils entendaient dénoncer ce système capitaliste où le profit passe avant la santé.

C'est une belle réussite pour une initiative de quelques dizaines de militants que les appareils syndicaux ont refusé de soutenir, quand ils n'ont pas carrément milité contre.

Les travailleurs de ACV Burnsen à Seneffe en grève pour la solidarité et la dignité !



Vendredi 4 juin, les 70 ouvriers de l'entreprise ACV Burnsen ont décidé de partir en grève pour protester contre le licenciement de l'un des leurs. Cet ouvrier ne s'était pas rendu à la convocation de la directrice des ressources humaines à 8h du matin alors qu'il avait terminé sa journée à 21h la veille et qu'il était en temps de repos.

Mais les travailleurs dénoncent également les méthodes de la nouvelle direction, qui tente d'imposer ses objectifs par des intimidations. Elle veut décider seule des dates des congés payés pour imposer une présence par rotation des salariés pendant les mois d'été. Devant l'opposition des travailleurs, elle procède par pression et le travail de la nouvelle DRH consiste à accumuler les remarques désobligeantes, les rappels à l'ordre, les menaces vis-à-vis des travailleurs.

Les travailleurs de ACV Burnsen sont en outre conscients que les patrons ont comme politique de chercher des prétextes pour se débarrasser des travailleurs plus âgés pour les remplacer par des travailleurs plus jeunes et surtout moins payés !

Ces travailleurs sont indignés du licenciement de leur camarade, mais ils sont fiers d'avoir réagi collectivement face au patron.

Brèves Audi Bruxelles

A l'image de leur système

La pénurie des semi-conducteurs fait que sur les parkings de l'usine et même sur les parkings normalement réservés aux travailleurs, s'accumulent les voitures avec des sièges impossibles à régler et des colonnes de direction qui ne dirigent rien.

C'est moins le résultat de la pandémie que de l'organisation anarchique du capitalisme où règne le chacun contre tous qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Un véhicule sans direction en somme…

Pour la casse

Sauf que le "véhicule du capitalisme" en panne, c'est nous qui le poussons : il y a à nouveau trois jours de chômage annoncés, avec les pertes de revenus qui vont avec.

La menace des suppressions d'emplois reste entière, et on sait déjà que, même s'il y a un nouveau modèle, cela ira de pair avec une nouvelle aggravation de l'exploitation.

Alors la première chose à faire, ce serait d'alléger le carrosse des milliards cachés dans le coffre et de débarquer les gros actionnaires assis sur la banquette arrière !

Tesla ou Audi : ils roulent à l'huile de coude ouvrier

Les ventes de l'e-tron auraient dépassé celles de Tesla, nous annonce la direction, cherchant visiblement à nous faire partager son enthousiasme.

Parce que ça augmenterait notre chance d'avoir un emploi ? Mais la course entre les concurrents capitalistes se gagne à qui réussit à pressurer le plus ses ouvriers !

Nous, on n'est pas en guerre contre les travailleurs de Tesla qui sont des exploités comme nous. Au contraire, nous avons tout intérêt à nous allier contre l'ensemble de nos patrons.



Suivez-nous sur Facebook:
Lutte Ouvrière Belgique
E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be
Partagez nos publications !